



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|-------------|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 43 |

2023 - 56 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
DANS LE CADRE DE L'EXTENSION DU CAMPUS ETUDIANTS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 56

DU 4 AVRIL 2023

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
MISE A DISPOSITION D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A LA VILLE DE GRASSE
A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
DANS LE CADRE DE L'EXTENSION DU CAMPUS ETUDIANTS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Fort du succès du Campus étudiants et eu égard à la demande exponentielle de locaux d'enseignement pour étudiants, il doit être envisagé dès à présent l'extension de cet équipement.
La ville de Grasse est propriétaire de l'ancienne gendarmerie, affectée aujourd'hui aux associations, sise rue de l'Ancien Palais de Justice, qui pourrait être destinée au développement de Grasse Campus.
Il est en conséquence proposé de mettre à disposition ce bien immobilier appartenant à la ville de Grasse, à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|----------------------|-----------------------|----------------|
| AFFAIRES JURIDIQUES | / | / |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, et L 5216-5 ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 04-809 du 13 août relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019_091 passée au conseil communautaire le 28 juin 2019, portant « *modification des statuts de la Communauté d'Agglomération* », ajoutant aux compétences facultatives, le « *développement de l'enseignement supérieur et de la recherche* »,

La délibération n° DL2023_077 approuvant le transfert de l'ancienne gendarmerie, affectée aujourd'hui aux associations, de la ville de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sera présentée au Conseil Communautaire le 6 avril 2023.

Considérant qu'au regard des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de la commune de Grasse, la ville s'est inscrite dès le début du projet dans le déploiement du « projet Grasse Campus » ;

Considérant que le campus étudiants inauguré le 6 février 2023, sis rue de l'Ancien Palais de Justice est d'ores et déjà entièrement occupé par des écoles et universités supérieures,

Considérant que la demande de locaux destinés à l'enseignement supérieur est exponentielle sur le territoire du Pays de Grasse,

Considérant qu'à ce titre, la ville de Grasse, est propriétaire d'un bien, situé rue de l'Ancien Palais de Justice, anciennement gendarmerie, Maison des Associations aujourd'hui, attendant au premier campus étudiants, bâtiment à réhabiliter dans le cadre du développement de Grasse Campus,

Considérant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et ses compétences facultatives telles que définies en matière de développement d'enseignement supérieur,

Considérant que le code général des collectivités territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition à titre gratuite, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition de ce bien en précisant sa consistance, sa situation juridique, son état général ainsi que sa valeur ;

Considérant que ce procès-verbal emporte transfert du bâtiment ainsi que ses contrats et substitution de la commune à la CAPG dans ses droits et obligations rattachés audit bien ainsi transféré et ce à compter du 1^{er} mars 2023,

La commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le procès-verbal de mise à disposition dudit bien de la commune de Grasse ci-joint en annexe, au profit de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- **PRENDRE ACTE** du transfert du bien objet du présent procès-verbal, des actes et contrats rattachés ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition de ladite propriété de la commune de Grasse et de poursuivre l'ensemble des formalités liées au transfert de ce bien.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Delibération affichée le **5-AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

h.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **- 5 AVR. 2023**